

■ Par L.M.

OTAN-Russie :

De l'eau dans le gaz



La Russie hausse le ton face à l'Alliance atlantique pilotée par Washington. S'agit-il là d'une réaction purement épidermique, flattant l'ego du Tsar Poutine, ou est-il question du début de la fin d'un unilatéralisme hégémonique US ?

Jamais les relations OTAN Russie n'ont été aussi houleuses depuis la fin de la guerre froide. La dernière controverse autour du bouclier antimissile US devant être déployé en terres tchèque et polonaise n'est qu'un épisode d'un feuilleton de plusieurs actes qui promet bien des rebondissements. Déjà en février dernier, lors de la conférence internationale sur la sécurité tenue à Munich, le président Poutine a donné le ton de ce que seront désormais ses relations avec les Usa et l'Otan. Sommes-nous pour autant devant une nouvelle guerre froide qui ne dit pas son nom ? Connus depuis longtemps pour avoir été évoqués lors du sommet de l'Alliance atlantique de Prague en 2002, le projet US de déployer, à l'horizon 2012, son bouclier antimissile en Europe centrale, vient de resurgir avec fracas à l'occasion du début des consultations menées par les USA avec les deux pays sensés biter les composantes de ce bouclier à savoir la Tchéquie et la Pologne.

Hégémonie décriée

Face aux critiques russes, l'OTAN qui s'est solidarisée avec ses Alliés a fait sien l'argumentaire US selon lequel ce dispositif est destiné uniquement à défendre l'espace euro atlantique contre une éventuelle attaque iranienne et ne saurait en aucune manière bouleverser l'équilibre stratégique des forces OTAN Russie.

Pour cette dernière, le déploiement de radars et de batteries de missiles dans son voisinage constitue une violation de l'esprit et de la lettre des engagements bilatéraux OTAN Russie. Et à ce titre, elle se défait également de ses engagements en déclarant, à son tour, au cours du mois d'avril dernier un moratoire sur le Traité sur les Forces Conventionnelles en Europe, destiné à limiter le déploiement d'armes conventionnelles considéré comme la pierre angulaire de l'architec-



ture sécuritaire en Europe.

Ce raidissement d'attitude dénote de l'agacement croissant de la Russie de l'expansion militaire de l'OTAN à ses frontières et qui a été déjà été bruyamment manifesté par le président V. Poutine lors de sa sortie à la Conférence internationale sur la sécurité tenue à Berlin en février dernier, au cours de laquelle il s'en est pris violemment à l'unilatéralisme US, son hégémonisme, son interventionnisme et son attitude qui risquerait de replonger le monde dans une nouvelle course aux armements.

De tels propos et une telle posture pré-sagent-ils d'un renouveau de la superpuissance russe à même de rivaliser avec l'hyper puissance américaine, ou bien ne serait-ce que, comme l'avancent certains analystes, des actes et propos purement électoralistes à usage interne ?

Le fait est que la Russie du dernier mandat de poutine n'est plus celle qui est sortie de la guerre froide et qui assistait, impuissante, à son propre démembrement et subséquemment à l'amenuisement de son rôle sur la sphère internationale. En effet, les profonds changements survenus au niveau interne sous Poutine, notamment au niveau d'une croissance

économique boostée par des revenus pétroliers sans précédent ont beaucoup contribué à l'affranchissement de la Russie des contraintes et obligations que lui imposait naguère sa faiblesse.

Son affirmation comme l'une des plus grandes puissances énergétiques de la planète et le maniement de l'arme énergétique comme moyen de rétorsion comme ce fut le cas début 2006 à l'encontre de l'Ukraine et, par ricochet, à l'encontre de l'Europe fort dépendante des livraisons de Gazprom, sont autant de signaux qui laissent entrevoir le retour éminent et en force de la Russie avec laquelle il faudra sérieusement compter sur la scène internationale, notamment sur les dossiers brûlants de l'actualité dont le nucléaire iranien ou encore le futur de l'ancienne province yougoslave du Kosovo.

L'offensive diplomatique russe à l'adresse des principaux pays producteurs d'hydrocarbures et le projet de création d'un cartel de gaz ainsi que les différents accords de partenariats stratégiques avec des puissances comme la Chine ou l'Inde sont autant d'initiatives qui illustrent ce retour en force et la résistance à l'endigement auquel elle semblait être destinée. ■